

Jochen Böhler, Klaus-Michael Mallmann, Jürgen Matthäus, Einsatzgruppen in Polen. Darstellung und Dokumentation, Darmstadt (Wissenschaftliche Buchgesellschaft) 2008, 253 p. (Veröffentlichungen der Forschungsstelle Ludwigsburg, 12), ISBN 978-3-534-21353-5, EUR 49,90.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Jean-Luc Leleu, Bayeux

Le but de cet ouvrage à six mains est clairement formulé dès la première phrase: celui de vouloir «éclairer la part d'ombre» qui a recouvert l'action des »premiers escadrons de la mort de la Seconde Guerre mondiale, à savoir les *Einsatzgruppen* de la Sicherheitspolizei et du SD en Pologne en 1939«. Pour ce faire, ce livre est construit sur le modèle qui, s'il est moins répandu en France, a déjà une tradition outre-Rhin¹: une analyse (ici très solide) couplée à une sélection de documents d'époque.

Cette étude prolonge en fait la thèse de Jochen Böhler² et l'exposition de l'Institut historique allemand de Varsovie sur les exactions de la Wehrmacht et de la SS en Pologne³ – travaux qui avaient déjà mis en lumière les crimes (longtemps délaissés par la recherche historique) perpétrés à l'automne 1939. En faisant au passage connaître une littérature polonaise trop souvent ignorée, le présent ouvrage dresse un état de la recherche (avec ses nombreuses lacunes) tout en proposant un approfondissement de la question sur des thèmes essentiels, à savoir la compréhension de la dynamique de violence, de sa planification (au moins partielle) à sa mise en œuvre sur le terrain, ainsi que l'étude du profil sociologique et de l'univers mental des individus qui ont perpétré des crimes de masse. Grâce à un index de noms de personnes et de lieux, ce livre donne aux chercheurs des clés permettant par recoupement l'identification des unités incriminées avec, comme fil rouge, les violences perpétrées à l'encontre des Polonais, juifs ou non. La documentation a été choisie afin de donner le point de vue des bourreaux et de leurs victimes: par affaire et dans l'ordre chronologique avec la volonté de présenter des extraits significatifs plutôt que des retranscriptions exhaustives.

La grande force de cette étude repose sur le long et minutieux travail entrepris par l'équipe de recherche de Ludwisbourg, animée par Klaus-Michael Mallmann, pour démêler les trajectoires individuelles de ces hommes et l'application de la politique de terreur et de persécution, à l'aune de leurs dossiers personnels et des poursuites judiciaires engagées contre eux, mais aussi sur la base des archives désormais accessibles en Allemagne, en Russie et en Pologne. Au passage, on est surpris de relever la grande mobilité de ces officiers SS qui, dans les fourgons de la Wehrmacht, ont sévi partout en Europe et en Afrique du Nord au cours du conflit.

En présentant la suite de leurs parcours – souvent jalonnés de cadavres – l'ouvrage montre surtout

¹ Cf. par exemple Regina M. Delacor, *Attentate und Repressionen. Ausgewählte Dokumente zur zyklischen Eskalation des NS-Terrors im besetzten Frankreich 1941/42*, Stuttgart 2000; Wolfgang Benz, Konrad Kwiet, Jürgen Matthäus, *Einsatz im »Reichskommissariat Ostland«*. Dokumente zum Völkermord im Baltikum und in Weißrußland 1941–1944, Berlin 1998.

² Jochen Böhler, *Auftakt zum Vernichtungskrieg. Die Wehrmacht in Polen 1939*, Francfort/M. 2006.

³ Le catalogue de l'exposition a été édité par J. Böhler sous le titre »Größte Härte ...«. *Verbrechen der Wehrmacht in Polen September/Oktober 1939. Ausstellungskatalog*, Osnabrück 2005.

comment les actions menées en Pologne ont servi de »lever de rideau« aux massacres ultérieurs à l'Est. Alors que les crimes perpétrés en Pologne par la Wehrmacht ne sont pas à chercher dans des ordres explicites, mais plutôt dans un climat idéologique et culturel qui a conduit les soldats à passer à l'acte sur le terrain (nervosité liée au baptême du feu, racisme anti-slave, etc.), les exactions des *Einsatzgruppen* en septembre 1939 ont représenté la »première pierre de la guerre d'anéantissement et de l'Holocauste« (p. 12).

Commencés dès mai 1939, les préparatifs ont conduit le RSHA à mobiliser quelque 2000 hommes organisés en cinq groupes (il y en aura au total sept), sans compter le renfort de 21 bataillons de police et de deux groupes SS de cavalerie envoyés en Pologne après l'appel à l'aide lancé dès le 3 septembre par les militaires hantés par la »psychose des francs-tireurs«.

Le passage en revue des principaux cadres de ces groupes est l'occasion d'une analyse très instructive. Si elle permet de détailler les différents cursus de ces hommes (militant du parti promu à un poste de sécurité au sein du SD, juriste intégré dans la police d'État, policier de carrière issu de la fonction publique sous Weimar, etc.), et donc de présenter une approche sociologique intéressante, cette démonstration aurait toutefois mérité d'être soutenue par des statistiques.

Pour la plupart de ces cadres, l'affiliation à la NSDAP ou à l'une de ses organisations est très précoce, souvent avant 1933 – au plus tard peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir. Même pour les fonctionnaires de police tenus au devoir de réserve, les affinités avec la NSDAP sont perceptibles. Si le carriérisme n'est pas absent de leurs motivations, ce sont d'abord des militants convaincus du national-socialisme et de ses fondements racistes. Dans la constitution des cadres des *Einsatzgruppen*, le choix des personnels a été clairement basé sur leurs convictions et non, comme Werner Best l'a prétendu après-guerre pour sa défense, sur des critères professionnels qui auraient conduit à nommer des juristes afin de se donner toute garantie sur leur action (p. 43).

À côté des vétérans de la Grande Guerre (10 chefs d'*Einsatzgruppe* ou d'*Einsatzkommando* sur 28 l'ont faite), on trouve une brochette d'universitaires bardés de diplômes issus d'une génération ayant grandi à l'ombre de la guerre et de la défaite. Ces jeunes trentenaires ont acquis, en même temps que leurs diplômes, une solide culture nationaliste, raciste et antisémite qui les a préparés, d'un double point de vue académique et idéologique, à devenir les futurs cadres du régime et le fer de lance de la répression et de l'entreprise génocidaire.

À l'instar des mécanismes mis à nu par Martin Cüppers dans sa thèse sur les unités SS opérant à l'Est à l'été 1941⁴, il n'y a cependant pas d'ordre clair à l'origine. Le processus repose sur des directives dont le vocabulaire, volontairement ambigu, donne une marge de manœuvre importante aux exécutants sur le terrain – marge de manœuvre dont Hitler et la direction SS attendaient des exécutants qu'ils l'exploitent (p. 55–57). Les actions des *Einsatzgruppen* ont ainsi été au départ relativement mesurées. Par contre, les circonstances locales ont fait basculer leurs comportements sur le terrain: les représailles polonaises sur les *Volksdeutsche* de Bromberg ont notamment levé les

⁴ Martin Cüppers, *Wegbereiter der Shoah. Die Waffen-SS, der Kommandostab Reichsführer-SS und die Judenvernichtung 1939-1945*, Darmstadt 2005, voir notre compte rendu dans *Francia* 34/3 (2007), p. 318–321.

réticences et conduit à une violence sans retenue, car désormais considérée comme légitime. Une fois le processus engagé, les directives sont dès lors devenues plus explicites.

Pour ces hommes, habitués à l'arbitraire policier et judiciaire dans les premières années du III^e Reich, leur engagement en Pologne marque donc une césure et correspond à un «saut qualitatif» (p. 45): les actes de violence et les meurtres seront la matrice des crimes ultérieurs, tout retour en arrière dans cette dynamique de violence étant mentalement exclu.

Même si les responsables de la Wehrmacht sont à l'occasion capables de réagir, de protester et d'obtenir gain de cause, à l'image du général Wagner, les responsables de l'armée ont été, sinon complices, du moins témoins bienveillants de la politique de nettoyage ethnique en Pologne dont on estime qu'elle a provoqué la mort de 40 000 à 50 000 personnes à l'automne 1939.

Comme dans l'ouvrage déjà cité de Martin Cüppers, le destin de ces hommes après-guerre est riche d'enseignements. Si certains bourreaux ont été condamnés à mort et exécutés dans les pays européens où ils avaient sévi, encore plus nombreux sont ceux dont la peine n'a pas excédé quelques années de prison, dont ils n'ont au demeurant souvent accompli qu'une partie. Sans même parler de ceux qui sont passés au travers des mailles du filet judiciaire, certains ont, de manière scandaleuse, été acquittés.

Surtout, seules trois affaires ont concerné des crimes perpétrés en Pologne en 1939, dont aucune n'a débouché sur une condamnation. Les peines infligées ont concerné des crimes commis dans les années d'occupation et dans d'autres pays. Ce peu d'empressement de la justice fédérale allemande à poursuivre ces crimes est à relier, d'une part à la conception largement partagée que la guerre en Pologne avait été menée – exception faite de quelques exactions – suivant les conventions internationales, d'autre part que les crimes commis avaient été en large partie perpétrés en réaction aux atrocités polonaises. Ce faisant, la justice fédérale allemande a donné quitus aux bourreaux de 1939 en prononçant *de facto* ce que les auteurs de l'ouvrage assimilent à une amnistie (p. 108).